

Débat public du Conseil de sécurité

Prévention des conflits et ressources naturelles

Déclaration de S.E. Mme Sylvie Lucas, Représentant permanent du Luxembourg
New York, le 19 juin 2013

Monsieur le Président,

Je remercie la Présidence britannique du Conseil de sécurité d'avoir choisi le thème de la prévention des conflits et des ressources naturelles pour ce débat ; thème qui est d'une grande pertinence, comme le montrent, de manière régulière, les travaux du Conseil.

Ma délégation s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

J'aimerais remercier le Vice-Secrétaire général Jan Eliasson, la Directrice générale de la Banque mondiale Caroline Anstey ainsi que l'Administratrice associée du PNUD Rebeca Grynspan pour leurs présentations. Je salue également l'ancien Secrétaire général Kofi Annan pour son leadership au sujet de l'amélioration de l'équité dans les industries extractives en Afrique.

Monsieur le Président,

Autant la compétition intra-ou interétatique pour les ressources naturelles peut être une cause de conflits armés, autant leur exploitation et commercialisation illégales permet souvent de financer et de prolonger ces mêmes conflits. Au niveau local, les disputes entre communautés et entreprises minières peuvent mener à des conflits violents, que ce soit sur des questions de droit foncier ou de participation aux bénéfices des exploitations. Au niveau national, les pertes de revenus fiscaux de l'exploitation de ressources naturelles hypothèquent les dividendes du développement, compromettant l'implantation durable de la paix.

Afin de lutter de manière efficace contre l'instabilité et la violence dans les pays riches en ressources naturelles et faire de la richesse en ressources naturelles une opportunité pour la paix et le développement durables, une approche intégrée est nécessaire, liant les instruments en matière de diplomatie préventive, de développement durable, de commerce responsable et de sécurité respectueuse des droits de l'homme.

Le Conseil de sécurité a un rôle indéniable à jouer à cet égard.

Parmi les outils à sa disposition se trouvent en premier lieu les Missions des Nations Unies. Un appui aux Etats, en fonction de la situation, en vue de combattre les groupes armés et réseaux criminels qui profitent de l'exploitation illégale de ressources naturelles nous semble des plus

pertinents. Il en va de même du soutien aux Etats pour renforcer leurs capacités de gestion des finances publiques et de lutte contre la corruption dans le cadre de Missions politiques spéciales et Bureaux intégrés. Une coordination étroite avec tous les acteurs pertinents sur place - les entités des Nations Unies, les Institutions financières internationales et autres partenaires internationaux - s'impose à ce sujet. Une approche cohérente permettra de renforcer les remparts de l'Etat contre les pertes de revenus destinés au développement du pays, que ce soit par des opérations minières illégales ou par des pratiques comptables malhonnêtes. Dans une optique de prévention des conflits, il importerait que le Conseil tienne compte de ces questions lors des négociations voire renouvellements de mandats. De même, cette approche intégrée et cohérente devrait être prise en compte dans les régimes de sanctions. Nous pensons qu'il serait opportun que les comités de sanctions, ainsi que les groupes d'experts qui les assistent, échangent des informations et coopèrent de manière active sur ces questions.

Enfin, la bonne gestion des ressources naturelles étant une priorité nationale des pays à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix, une interaction plus poussée entre le Conseil et les Formations spécifiques de la CCP nous paraîtrait opportune.

Monsieur le Président,

Nous nous félicitons des avancées pour une plus grande transparence, réalisées par des initiatives volontaires, comme l'Initiative de Transparence dans les Industries Extractives ou le Pacte mondial des Nations Unies. Toutefois, ces efforts volontaires à eux seuls ne suffisent pas, d'où l'importance d'un cadre légal pour amener les entreprises d'extraction à divulguer l'ensemble des informations relatives aux sommes versées aux gouvernements nationaux. Les directives européennes sur la comptabilité et la transparence vont dans cette direction. Nous nous félicitons également de la Déclaration adoptée hier par le G8, qui souligne que la transparence doit être le mot d'ordre pour les revenus de l'Etat et les transactions foncières, et que les minerais devraient être extraits de sources légitimes et non pillés de zones de conflits. De son côté, l'Union africaine a adopté sa Vision du Régime Minier de l'Afrique en 2009, qui promeut une « exploitation équitable et optimale des ressources minières en vue d'une large croissance durable et d'un développement socio-économique ». Les dirigeants africains, prêts à mettre en œuvre la Vision dans leurs pays respectifs, méritent tout notre appui. Nous saluons en même temps l'engagement de la société civile, surtout dans les pays touchés par des conflits, pour la formulation de politiques transparentes et responsables.

Le Luxembourg salue, enfin, la direction prise dans le contexte des discussions sur le cadre de développement post-2015 par le Groupe de personnalités de haut niveau, qui met au centre la construction de la paix et la création d'institutions efficaces, transparentes et responsables pour tous, ainsi que la lutte contre l'inégalité. Mon pays continuera à s'engager dans cet esprit pour soutenir les efforts de nos partenaires – notamment en Afrique – pour une distribution équitable des ressources, indispensable pour une paix juste et durable.

M. le Président,

Je conclurai en vous réitérant notre appréciation d'avoir à nouveau porté ce sujet à l'ordre du jour du Conseil, et en exprimant nos regrets que, malgré les efforts de la Présidence, il n'ait pas été possible d'agréer une Déclaration présidentielle.

Je vous remercie de votre attention.

Ms. Lucas (Luxembourg) (spoke in French): I, too, would like to condemn as strongly as possible this morning's attack on the United Nations compound in Mogadishu, and to express my sincere condolences to the families of the victims of that cowardly attack.

I would like to thank the British presidency of the Security Council for choosing the subject of the prevention of conflict and natural resources for this debate, — a highly pertinent topic, as the Council's work regularly demonstrates.

My delegation associates itself fully with the statement to be delivered by the observer of the European Union.

I would like to thank Deputy Secretary-General Jan Eliasson, Director General of the World Bank Caroline Anstey and Associate Administrator of the United Nations Development Programme (UNDP) Rebeca Grynspan for their briefings. I also thank former Secretary-General Kofi Annan for his briefing and his leadership on improving equity in the extractive industries in Africa.

Just as intra- or inter-State competition for natural resources can be a cause of armed conflict, so their illegal exploitation and commercialization can often help to finance and prolong those same conflicts. At the local level, conflicts between communities and mining enterprises can lead to violent encounters, whether over issues of property rights or sharing in the benefits of the exploitation of resources. At the national level, fiscal revenue losses from such exploitation can threaten development dividends and thus undermine the possibility of achieving lasting peace.

In order to effectively combat instability and violence in countries rich in natural resources, it is essential to use a comprehensive approach that links instruments of preventive diplomacy, sustainable development, responsible trade and security that respects human rights. The Security Council has an unquestionable role to play in that process. Among the tools available to it are, first and foremost, United Nations missions. In our view, giving support to States, depending on the situation, with a view to combating armed groups and criminal networks that profit from the illegal exploitation of natural resources is most relevant. The same could be said of support given to States to help them strengthen their capacity to manage public finances and combat corruption, using the framework of United Nations special political missions and integrated offices. Close coordination with all relevant actors in the field — namely, the United Nations, the international financial institutions and other international partners — is necessary in that regard.

A coherent approach would make it possible to strengthen the capacities of the State to prevent the loss of revenue needed for the development of the country, which could result from illegal mining operations or from dishonest accounting practices. In order to prevent conflicts, the Council should give priority to such issues when it establishes or renews mandates. Such an integrated and coherent

approach should also be taken into account when drawing up sanctions regimes. We feel it would be appropriate for the sanctions committees, and the panels of experts assisting them, to exchange information on how to best cooperate actively on those matters.

Finally, good management of natural resources is a national priority for countries that are on the agenda of the Peacebuilding Commission (PBC). We feel that greater interaction between the Council and the PBC country configurations would be appropriate.

We welcome the progress made towards greater transparency under such voluntary initiatives as the Extractive Industries Transparency Initiative or the United Nations Global Compact. However, such voluntary initiatives by themselves are insufficient; hence the importance of having a legal framework in place to ensure that extractive industries make public all information relating to amounts paid to national Governments. European directives on accountancy and transparency follow that approach. We also welcome the declaration adopted yesterday by the Group of Eight stressing that transparency must be the catchword for State revenue and land transactions and that minerals must be extracted from legitimate sources, not pillaged from conflict areas.

For its part, the African Union adopted its Africa Mining Vision in 2009, which promises “equitable and optimal exploitation of mineral resources to underpin broad-based sustainable growth and socioeconomic development.” African leaders who are prepared to implement the vision in their respective countries deserve our full support. We also welcome the commitment of civil society, particularly in areas of conflict, for the formulation of transparent and responsible policies.

Finally, Luxembourg welcomes the trend in the discussions of the High-level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda, which accords central importance to peace, the creation of effective, transparent and responsible institutions for everyone, and the fight against inequality. My country will continue to support our partners’ efforts, particularly in Africa, aimed at an equitable distribution of resources, which is indispensable for just and lasting peace.

I would like to thank the President for placing this subject on the Council’s agenda, and we regret that no agreement was reached on a draft presidential statement, despite the efforts of the presidency.